

Déclaration des présidents des comités de l'UE du Triangle de Weimar (FRA-POL-GER)

La chute du mur de Berlin il y a 35 ans a été une condition préalable à la liberté en Europe et à la coopération dans le cadre du Triangle de Weimar. Nous reconnaissons le rôle essentiel du mouvement polonais Solidarność, qui a contribué de manière décisive à ce changement politique.

Depuis plus de 30 ans, la Pologne, la France et l'Allemagne travaillent ensemble dans le cadre du Triangle de Weimar pour renforcer l'Europe. Des consultations étroites ont eu lieu non seulement entre les gouvernements, mais aussi, ce qui est tout aussi important, au niveau parlementaire.

Au vu des défis actuels, le Triangle de Weimar est aujourd'hui un format essentiel pour défendre la démocratie, la liberté, l'unité et la poursuite de l'intégration en Europe. Cela est d'autant plus important depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, qui met en péril l'ordre de paix européen d'une manière sans précédent depuis des décennies. Les résultats des récentes élections américaines ont montré encore plus clairement à tous qu'une approche européenne commune en matière de sécurité européenne et de soutien à l'Ukraine est nécessaire. Nous voulons renforcer le pilier européen au sein de l'OTAN afin de renforcer la souveraineté stratégique des Européens et d'augmenter considérablement l'aide européenne à l'Ukraine pour contrer l'avantage actuel de la Russie. Cela comprend une aide militaire, financière et humanitaire à long terme et plus substantielle.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Le régime russe viole continuellement le droit international. Nous travaillons ensemble à l'instauration d'une paix juste et durable pour l'Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations unies, au droit international et à la formule de paix ukrainienne.

Nous reconnaissons que la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale et orientale ont, à juste titre, alerté suffisamment tôt les Européens occidentaux sur les ambitions impérialistes de la Russie. Cette leçon de l'histoire guidera nos décisions politiques à l'avenir.

D'autres régimes autoritaires, comme la Chine, qui alimente indirectement la guerre de la Russie contre l'Ukraine, menacent notre unité européenne, nos valeurs et nos capacités. Nous voulons travailler ensemble pour élaborer une politique européenne plus cohérente à l'égard de la Chine et lutter activement contre toute tentative étrangère ou interne visant à diviser l'UE et à menacer nos démocraties.

Sur la base de l'agenda stratégique 2024-2029, nous voulons œuvrer ensemble à une Europe libre, démocratique, résiliente, verte et prospère. Nous approuvons la récente vague de nouvelles initiatives du Triangle de Weimar au niveau gouvernemental et soulignons la nécessité d'une coopération parlementaire correspondante.

Nous voulons poursuivre sur la lancée du succès de la réunion du Triangle de Weimar des commissions parlementaires européennes en mars 2024. Nous voulons travailler ensemble sur les priorités suivantes et discuter des propositions correspondantes :

1. Approfondir la coopération parlementaire des commissions européennes dans le cadre du Triangle de Weimar
 - Se consulter avant chaque conférence plénière de la COSAC
 - Convenir que le pays hôte proposera des contributions avant chaque session du Triangle de Weimar sur les questions centrales de l'intégration européenne afin de favoriser une approche axée sur les résultats
 - Envisager la possibilité pour les membres des commissions européennes du Triangle de Weimar de participer aux sessions des commissions nationales les uns des autres
 - Débattre de la manière dont l'Assemblée parlementaire franco-allemande et les groupes d'amitié parlementaires peuvent servir de modèle pour une coopération parlementaire plus poussée au sein du Triangle de Weimar

- Débattre de la manière dont les échanges entre fonctionnaires au niveau administratif peuvent être améliorés
 - Débattre de la manière d'organiser un dialogue trilatéral entre citoyens sur les questions centrales liées à l'intégration européenne
 - Discuter de la possibilité de créer des groupes de travail sur des thèmes spécifiques, composés de rapporteurs issus de chaque assemblée membre du triangle parlementaire de Weimar. Le groupe de travail sera invité à présenter un rapport conjoint lors de la prochaine réunion du triangle parlementaire, accompagné d'une proposition de contribution.
2. Se concentrer sur les principaux thèmes liés à l'intégration européenne pour la coopération des commissions européennes dans le cadre du triangle parlementaire de Weimar.
- Sécurité et défense — pour un pilier européen fort au sein de l'OTAN afin de renforcer la souveraineté stratégique des Européens
 - Renforcer le soutien financier et militaire à long terme à l'Ukraine, via la facilité pour l'Ukraine, les mesures de soutien du G7 et les accords bilatéraux
 - Renforcer l'industrie européenne commune de la défense et les projets communs de défense
 - Débat sur l'élargissement du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité bilatéral à un format trilatéral franco-allemand-polonais au niveau gouvernemental mais aussi parlementaire
 - Débattre de la sécurité collective sur la base d'une interprétation commune de l'article 42, paragraphe 7, du traité UE
 - Échanger sur les meilleures pratiques en matière de lutte contre la désinformation, les cyberattaques et l'influence politique antidémocratique
 - Élargissement et réformes constitutionnelles - pour une UE plus puissante et géostratégique
 - Organiser des discussions conjointes sur les rapports d'avancement de la Commission européenne
 - Organiser des réunions dans des formats parlementaires plus larges, tels que les consultations « Triangle de Weimar + Ukraine » ou « Triangle de Weimar + Moldavie », afin de faciliter le processus d'élargissement
 - Élargir le processus de Berlin : Triangle de Weimar + 6
 - Discuter de l'amélioration des instruments de l'État de droit et du renforcement de nos valeurs communes, également dans le cadre d'un dialogue avec l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux ; continuer à œuvrer en faveur de l'avenir européen de la Géorgie sur la base indispensable de la démocratie et de l'État de droit
 - Évaluer les possibilités d'introduire le vote à la majorité dans certains domaines
 - Discuter des détails des cadres financiers pluriannuels (CFP) dans le but de garantir la souveraineté et l'action de l'Europe dans des domaines cruciaux tels que la défense, la sécurité énergétique, la transition vers la neutralité climatique, la compétitivité et les infrastructures (numériques).
 - Discuter des moyens d'améliorer la compétitivité de l'économie européenne en tenant compte des recommandations formulées dans le rapport de Mario Draghi
 - Échanger des points de vue sur la protection des frontières extérieures de l'UE et les obligations humanitaires qui en découlent

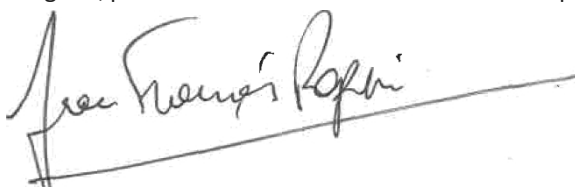
3. Encourager une coopération régionale et locale accrue, pour renforcer la cohésion et la solidarité européennes
- Discuter des moyens d'améliorer les programmes Euregio et Interreg
 - Discuter des moyens d'améliorer les partenariats trilatéraux entre villes
 - Débattre des moyens d'améliorer le dialogue transfrontalier dans les domaines de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, etc. ; discuter des moyens de renforcer la coopération entre l'Office franco-allemand pour la jeunesse et l'Office germano-polonais pour la jeunesse
 - Réfléchir à la manière d'utiliser les expériences de coopération régionale et les expériences en matière d'infrastructures transfrontalières, en particulier dans le domaine des infrastructures ferroviaires



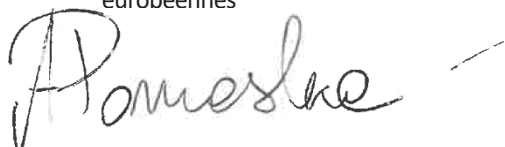
Anton Hofreiter, président de la commission des affaires européennes du Bundestag allemand



Pieyre-Alexandre Anglade, président de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale



Jean-François Rabin, président de la commission des affaires européennes du Sénat français



Agnieszka Pomaska, présidente de la commission des affaires européennes de la Diète



Jacek Wtosowicz, vice-président of the Commission du Sénat polonais